

*Questions orales*

Vendredi dernier, un tribunal américain a déterminé que ce navire avait été illégalement saisi dans les eaux canadiennes. Quelles mesures le gouvernement fédéral est-il disposé à prendre, afin d'indemniser complètement ces pêcheurs pour la perte de leur navire à la suite de cette action illégale de la part des autorités américaines?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, comme le député l'a déclaré, cette décision a été rendue vendredi dernier. Elle découle du fait que le navire se trouvait, en fait, dans les eaux canadiennes. Notre pays ne permet pas aux États-Unis de traverser les limites internationales, afin de venir arrêter des gens soupçonnés de délits. J'ai demandé à mes fonctionnaires de protester contre cette initiative . . .

**M. Blackburn (Brant):** C'est donc pour cela que vous avez besoin de vos sous-marins.

**M. Clark (Yellowhead):** J'ignore au juste si le député néo-démocrate s'intéresse à la réponse. J'ai demandé à mes fonctionnaires de protester contre cette initiative américaine.

ON DEMANDE QUE LE MINISTRE EXIGE DES ÉTATS-UNIS UNE  
RESTITUTION IMMÉDIATE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, dans sa note de protestations, le ministre pourrait-il exiger que les États-Unis remettent immédiatement le navire en question à ses propriétaires? En effet, cette initiative a fait perdre leur emploi pendant six mois à plus de six pêcheurs. Va-t-il également demander au gouvernement américain de laisser tomber les accusations mineures qui ont été portées contre les pêcheurs en question et leur capitaine? Va-t-il exiger que le gouvernement américain indemnise complètement les pêcheurs pour les pertes qu'ils ont subies depuis six mois du fait de cette initiative illégale, alors qu'on a saisi leur navire dans les eaux canadiennes?

● (1500)

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je vais certes examiner sérieusement la question. Je ne suis pas certain que la meilleure solution soit d'adresser une note diplomatique de protestations. Cependant, nous souhaitons que cette question soit réglée le plus rapidement possible. Je comprends l'intérêt que le député y porte, comme le montre sa question et le fait qu'il en a déjà saisi mon cabinet aujourd'hui. Je veux collaborer avec lui, afin de trouver rapidement une solution.

\* \* \*

## L'ÉDUCATION

LE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS—L'UTILISATION DES  
PAIEMENTS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La

Fédération des étudiants de l'Ontario et le Conseil des universités de la province ont établi, preuves à l'appui, que les universités ont de telles difficultés financières qu'elles en sont réduites à l'escroquerie fiscale pour arriver à joindre les deux bouts.

Je m'adresse au premier ministre parce que le problème découle en partie du fait que les provinces ne veulent pas payer leur juste part. Quand et comment le premier ministre compte-t-il tenir la promesse qu'il a faite aux étudiants du secondaire en Colombie-Britannique de veiller à ce que les paiements de transfert fédéraux destinés à l'éducation postsecondaire seront en fait réservés à ce secteur.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je crois que le député exprime la même préoccupation que le premier ministre: il faut veiller à ce que nous ayons un système d'éducation sain et productif dans notre pays.

Nous mettons à la disposition des provinces d'importantes sommes qui ont augmenté au rythme d'environ 6 p. 100 par an. Nous sommes convaincus que les provinces se servent de cet argent à bon escient. Ces questions font l'objet de discussions au cours des réunions fédérales-provinciales tenues entre les ministres compétents.

Je voudrais signaler que, par suite de la déclaration faite par le premier ministre en janvier, il y aura une importante augmentation des bourses offertes aux étudiants dans les domaines de la recherche et de la haute technologie. Je crois que le montant total sera de l'ordre de 80 millions de dollars.

**M. le Président:** Ce sera la dernière question.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, le ministre des Finances semble vivre dans un monde irréel. Cela fait trois ans qu'on nous sert ces promesses et ces déclarations d'intention.

Est-ce que ce n'est pas une autre de ces promesses que le premier ministre fait parce qu'il est plein de lui-même ou va-t-il enfin faire quelque chose parce que la question le touche vraiment? Il aurait dû tenir sa promesse depuis longtemps déjà.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député parle de promesses. Le premier ministre a tenu les promesses qu'il a faites par suite de sa déclaration de janvier dernier.

**Des voix:** Bravo!

**W. Wilson (Etobicoke-Centre):** L'augmentation des crédits affectés aux conseils qui accordent des subventions est une autre preuve du fait que nous avons sensiblement accru les fonds destinés à appuyer la recherche.

Le député a parlé de préoccupations à cet égard. S'il y en a, le premier ministre a dit en Colombie-Britannique que la question serait soulevée par le ministre compétent lorsqu'il s'entretiendra avec ses homologues provinciaux.